

Déclaration de François-Xavier Ortoli (Washington, 11 février 1974)

Légende: Lors de l'ouverture de la Conférence sur l'énergie de Washington des 11, 12 et 13 février 1974, François-Xavier Ortoli, président de la Commission européenne, décrit les conséquences internationales de la crise pétrolière.

Source: Bulletin des Communautés européennes. Février 1974, n° 2. Bruxelles: Office des publications officielles des Communautés européennes. "Déclaration de François-Xavier Ortoli (Washington, 11 février 1974)", p. 17-20.

Copyright: (c) Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_francois_xavier_ortoli_washington_11_fevrier_1974-fr-87508194-9b4a-4ae5-ab32-4f1d1d03ded5.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

<t1>Déclaration de François-Xavier Ortoli (Washington, 11 février 1974</t1><t1>

Les événements d'octobre ont été le révélateur d'une crise de l'énergie qui existait depuis longtemps en puissance.

Cette crise atteint fortement la Communauté européenne : il suffit, pour le comprendre, de savoir que le pétrole continuera vraisemblablement dans les prochaines années à représenter environ 60 % de son approvisionnement. Ce chiffre vous donne la mesure de nos problèmes, et marque leur degré de spécificité par rapport à ceux d'autres pays consommateurs beaucoup moins dépendants.

La situation actuelle nous pose des problèmes de quantités. Toutes choses égales d'ailleurs, nous pourrions avoir à faire face en 1974 à un déficit de 50 millions de tonnes, soit 10 % de nos besoins en pétrole, et 3 % de nos besoins d'énergie.

Comme à tous, elle nous pose aussi, et peut-être surtout, des problèmes de balance des paiements en raison de la spectaculaire élévation des prix du brut.

Devant cette situation, à court terme, les États membres ont introduit des mesures d'économie d'énergie portant sur la consommation privée plutôt que sur la consommation industrielle.

Ils ont aussi commencé d'utiliser les possibilités de substitution au pétrole d'autres combustibles (charbon et gaz naturel) dans les centrales électriques et dans des branches industrielles spécifiques, telles que l'acier, le ciment, et les métaux non ferreux.

Ces mêmes États membres sont conscients des effets généraux de la crise qui sont connus : bouleversement immédiat des termes de l'échange entre pays consommateurs et pays producteurs, accroissement considérable de revenus tirés des exportations de pétrole, changements majeurs dans le commerce international et les mouvements de capitaux.

Je souligne à ce propos que, selon leur degré de dépendance à l'éga

rd du pétrole importé, les pays consommateurs ressentiront de façons fort diverses la hausse des prix pétroliers. Certes, les effets sur la balance commerciale des États-Unis ne sont pas négligeables, mais le Japon, l'Europe et les pays en voie de développement seront bien plus affectés dans le court terme, parce que leur dépendance à l'égard du pétrole importé est bien plus grande et affecte plus directement les coûts de leur industrie; à plus long terme, parce qu'il leur sera beaucoup plus difficile, faute de ressources propres, d'accroître leur autonomie d'approvisionnement. Mais plus vulnérables encore sont les pays en voie de développement où le coût des importations de pétrole dépassera le montant des aides officielles au développement qu'ils percevaient ces dernières années, aides qui parvenaient déjà difficilement à couvrir le déficit de leurs paiements courants.

Notre Communauté est particulièrement sensible à cet aspect du problème et pas seulement en raison des liens économiques qu'elle entretient avec les pays en voie de développement pour lesquels elle est un débouché de premier ordre en même temps qu'un très grand fournisseur. Elle attache un très grand prix à ce que, ici, nous marquions que toutes nos attitudes font droit aux graves préoccupations que la situation énergétique actuelle comporte pour le tiers monde. Il faut rechercher les moyens les plus appropriés pour associer le plus étroitement possible à la coopération en matière d'énergie les pays en voie de développement non producteurs de pétrole.

Pour revenir à la Communauté, la hausse des prix du pétrole aura, dans le proche avenir, plusieurs types d'effets. L'effet sur le niveau général des prix peut être estimé à 2 % en effets directs, à 3 % en ajoutant les effets indirects. Le ralentissement de la production pouvant être - de 1,5 % en 1976, la croissance économique en termes réels étant alors de 2 à 3 %, avec certains effets sur l'emploi.

Enfin, les prévisions sur la balance des paiements reflètent très clairement la détérioration des termes de l'échange de la Communauté européenne. Même dans l'hypothèse d'une réduction de 10 % des importations de pétrole en 1974, le coût supplémentaire net de ces dernières pourrait atteindre 17,5 milliards de dollars, ce qui représente 1,5 % du produit brut de la Communauté ou 17 % de ses exportations.

La nouvelle situation créée par la hausse soudaine et substantielle du prix du pétrole nous a conduits, à Copenhague, à tracer pour nous-mêmes les grands axes d'une politique commune de l'énergie et ceci dans cinq directions :

- organiser un fonctionnement ordonné du marché commun de l'énergie;

- utiliser plus efficacement l'énergie et réduire les gaspillages : incontestablement, c'est pour nous tous un des grands thèmes de l'avenir, et nous devons y appliquer une intelligence et une volonté sans défaillance;

- définir un programme communautaire global de développement de sources alternatives d'énergie, pétrole et gaz indigènes, charbon, nucléaire et combustibles non conventionnels, ce qui aura pour effet d'intensifier les efforts en matière de recherche et de développement. Sur ce sujet, la Commission que je préside fera des propositions ambitieuses de politique communautaire, et nous savons aussi qu'il y a là des possibilités de développement de la coopération internationale;

- rechercher avec les pays producteurs une coopération étendue en vue du développement économique et industriel de ces pays et d'un approvisionnement stable à des prix raisonnables;

- étudier avec d'autres pays consommateurs de pétrole - dans le cadre de l'OCDE - les moyens de traiter les problèmes énergétiques communs et à long terme qui se posent.

Au-delà des problèmes énergétiques proprement dits, nous devons apporter une attention toute particulière aux répercussions de la situation énergétique sur l'ensemble de l'économie mondiale et en particulier sur l'équilibre monétaire. Dans ce domaine, il faut éviter que les politiques ne se contredisent dangereusement. Il faut savoir que la dévaluation compétitive n'est pas un remède, éviter les surenchères, se garder du protectionnisme commercial. Il conviendra de réfléchir dans les enceintes appropriées aussi bien à la manière d'éviter les troubles dus à l'apparition de considérables liquidités supplémentaires qu'à la manière d'aider au recyclage et au meilleur emploi des capitaux internationaux ainsi créés, en particulier en tenant compte des besoins de capitaux des pays en voie de développement non producteurs, qui vont connaître des charges additionnelles de nature à bouleverser complètement leurs plans de développement. C'est un problème pour toute la communauté internationale.

Dissenter sur les raisons et les attitudes qui ont conduit à la situation

ion énergétique actuelle et à ses répercussions sur les équilibres économiques mondiaux pourrait sembler vain si cet exercice ne servait à éclairer - et c'est ce qui nous intéresse - les responsabilités futures de chacun, compte tenu des différences de situation.

Du côté des <ita>pays consommateurs</ita>, rassurés par un passé où l'énergie était abondante et bon marché, ils ont négligé en général le problème énergétique, alors que l'inflation mondiale et l'érosion monétaire - qui avaient largement leur origine dans les pays consommateurs - confortaient les pays producteurs dans l'impression qu'ils étaient victimes d'un marché de dupes.

L'<ita>industrie pétrolière</ita> n'a pas su anticiper et s'adapter pleinement à une évolution historique irréversible, qui s'accélérait et qui conduisait, selon des voies variées, à l'appropriation progressive par les pays producteurs de leurs ressources naturelles.

Enfin, les <ita>pays producteurs</ita>, qui agissent désormais dans le cadre d'une solidarité globale renforcée, ont augmenté leurs prix très fortement sur une courte période. Ils doivent apprécier dorénavant comment leurs décisions peuvent s'accorder avec le souci de prolonger l'expansion de l'économie internationale et particulièrement de répondre aux besoins légitimes de croissance des pays en voie de développement non détenteurs de ressources énergétiques et de matières premières.

Pour demain, les responsabilités sont également partagées : le problème d'une meilleure satisfaction de l'approvisionnement énergétique est mondial. Il intéresse en effet :

- Premièrement, tous les <ita>pays consommateurs</ita> qui ont besoin de disposer d'un approvisionnement énergétique suffisant, et à des prix raisonnables, pour ordonner leur croissance économique, ne pas déséquilibrer le commerce international et participer à l'effort de développement des pays les moins prospères et qui doivent aussi savoir s'imposer l'économie dans l'utilisation de l'énergie.

- Deuxièmement, l'<ita>industrie pétrolière</ita> dont le rôle futur ne peut désormais être que différent par rapport aux prérogatives dont elle disposait en des temps sans doute révolus. Elle ne sera plus désormais seule à remplir le rôle qui a été le sien. Elle doit l'accepter et s'adapter. Dans la mesure, d'autre part, où elle conservera très souvent ses « attributions techniques » de recherche, de produ

ction, de raffinage et de distribution des hydrocarbures, la transparence de sa gestion devra être améliorée pour que soient mieux connus ses besoins financiers, la manière dont elle utilise ses ressources financières, et sa contribution au meilleur et plus juste équilibre du marché.

- Troisièmement, les <ita>pays producteurs</ita> qui eux aussi ont leurs problèmes et leurs responsabilités. Le développement harmonieux de leurs économies repose sur l'utilisation ordonnée de leurs ressources compatible avec le passage progressif et nécessaire à des énergies de substitution. Ils doivent aider à éviter des déséquilibres économiques et monétaires profonds dont ils seraient également les victimes. Il n'est évidemment pas de leur intérêt de faire obstacle à la croissance de l'économie mondiale, ou même de la ralentir.

Parmi les <ita>pays consommateurs</ita>, comme je l'ai déjà indiqué, les situations sont différentes. Certains - et c'est le cas par exemple de la Communauté et du Japon - n'ont pas l'espoir de remédier sensiblement et rapidement à une dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur que leur impose la nature. Il leur faut, en évitant les surenchères, se préoccuper particulièrement de leur approvisionnement, qui devrait d'ailleurs comprendre un accès aux ressources nouvelles créées dans d'autres pays industrialisés moins dépendants. Dans tous les cas, il est sûr qu'à ces situations particulières, des réponses spécifiques doivent être apportées.

Je ne reviens pas longuement sur les problèmes du « quart monde » : ils devraient être présents dans l'ensemble de nos réflexions, car il nous faut empêcher que les pays les plus pauvres voient irrémédiablement compromis leur effort de décollage, et accentuée la différence de leur niveau de vie avec celui des autres parties du monde.

Au sein même de l'<ita>industrie pétrolière</ita>, des différences existent et peut-être - pour éviter certaines surenchères regrettables mais explicables - conviendra-t-il de réfléchir aux moyens d'empêcher la discrimination de fait qui existe parmi les compagnies, entre celles qui ont directement accès au pétrole et celles qui en sont dépourvues. Il y a là un problème important, mais dont l'évolution dans la politique des pays producteurs et la suggestion d'un dialogue entre pays consommateurs et producteurs laisse peut-être entrevoir la solution.

Enfin, il serait irréaliste de ne pas considérer les différences entre pays producteurs, qu'elles portent sur l'importance et la durée de leurs ressources dont ils disposent ou sur les problèmes économiques et

démographiques auxquels ils doivent faire face.

Cette analyse est sommaire et ne se prétend pas originale. Il en ressort essentiellement, me semble-t-il que la tâche à entreprendre est trop importante pour la fonder sur une appréciation manichéenne et simpliste du rôle et des responsabilités de chacun. Le défi auquel tous - pays producteurs et consommateurs - nous sommes confrontés aura ses effets sur nos modèles d'évolution et notre civilisation. Une réponse n'y sera apportée que dans le cadre d'une concertation souple où les intérêts de tous seront exposés et pris en considération. Notre espoir est que la conférence de Washington soit, parmi d'autres, un élément de solution à ce problème.